

ANALYSE DOCUMENTAIRE



DÉCEMBRE 2018 / PLAISIANS

DE LA PRÉVENTION DES CRISES AUX RACINES DE LA FRAGILITÉ

SOMMAIRE

- 2/ Introduction
- 3/ Les outils d'analyse de contexte
- 10/ Exemples de programmes de prévention des conflits
- 15/ Les mécanismes de financement
- 17/ Bibliographie



Think-tank indépendant spécialisé dans l'analyse des pratiques et le développement de politiques pour l'action humanitaire et la gestion des fragilités.

Le Groupe URD produit des analyses documentaires dans le cadre d'une convention avec le MEAE (Centre de crise et de Soutien et Direction Générale de la Mondialisation) et l'Agence Française de Développement (AFD). Ce travail permet de suivre l'évolution des réflexions sur les modalités d'intervention autour des crises (avant, pendant, après) au niveau international et sur les sujets d'actualité du secteur. Il permet de diffuser les principales publications au sein des réseaux professionnels intéressés et est mis à disposition du public sur le site internet du Groupe URD.



INTRODUCTION

De manière générale, le conflit peut être une force de changement indispensable aux niveaux politique et social. En revanche, il devient problématique lorsqu'il devient très violent et qu'il se transforme en conflit armé provoquant morts, pillages et déplacements de populations.

Les conflits violents sont de plus en plus reconnus comme l'un des grands obstacles pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) d'ici 2030. Ils sont devenus plus complexes et plus longs, parce que non seulement ancrés sur des enjeux locaux mais aussi liés à des défis mondiaux multiples. Leur impact global s'intensifie et les coûts humains, sociaux et financiers se démultiplient.

Les conflits violents sont souvent le résultat de fragilités cumulées sur un territoire national, régional ou local : un État fragile est doté de faibles capacités pour assumer les fonctions essentielles de gouvernance et n'a pas la faculté de développer des relations constructives et mutuellement avantageuses avec la société. Il est vulnérable aux chocs internes et externes qui peuvent se transformer en crises graves, et de troubles profonds peuvent entraîner des transformations plus ou moins violentes.

Ainsi, éviter que les tensions sociales et les crises ne se transforment en conflits est une nécessité pour la communauté internationale dans son ensemble. L'OCDE définit la prévention des conflits comme « les actions entreprises pour réduire les tensions et prévenir l'éclatement ou la résurgence d'un conflit violent ». Selon le cadrage adapté, « dans une certaine mesure, le conflit est naturel, inévitable et constitue une part positive du développement et d'autres processus de changement », mais le but est aussi de soutenir tout particulièrement « les capacités internes aux sociétés à gérer des intérêts divergents sans recourir à la violence ».

De plus, il est maintenant reconnu que le concept de sécurité humaine doit être privilégié : la sécurité des individus et des communautés doit primer sur les intérêts des États. Cette notion, promue pour la première fois en 1994 par le PNUD, combine les droits de l'Homme et le développement humain et met l'accent sur la sécurité face à la violence politique. Elle s'associe à la « responsabilité de protéger » (R2P) et au principe de « Do No Harm » (« Ne pas Nuire »). Les sept composantes de la sécurité humaine peuvent être intégrées aux programmes de prévention des crises et conflits de manière interdépendante :

Les 7 composantes de la sécurité humaine

1. Sécurité économique,
2. Sécurité alimentaire,
3. Sécurité sanitaire,
4. Sécurité de l'environnement,
5. Sécurité personnelle,
6. Sécurité de la communauté,
7. Sécurité politique.

Même si le développement peut jouer un rôle important dans la réduction des risques de conflit et l'aide humanitaire en atténuer les impacts sur les populations, il n'en reste pas moins que pour prévenir au mieux un conflit ou une crise, il est indispensable de comprendre d'où l'on part. Cette analyse documentaire présente donc, pour commencer, des cadres d'analyse de la fragilité et des conflits qui vont aider à identifier les causes et les dynamiques de la situation. Ces analyses vont permettre de comprendre le contexte changeant et complexe dans lequel s'inscrit une intervention. Dans la seconde partie, nous présenterons des programmes de prévention de la fragilité et des conflits. Enfin, le financement de ces projets étant indispensable à leur bonne réussite, nous proposerons en conclusion quelques mécanismes financiers.

2. Les outils d'analyse de contexte

La première étape d'une approche inter-institutions sur la « prévention » s'ancre donc dans la compréhension des contextes et des acteurs. Développer une compréhension du contexte partagée entre tous les partenaires, identifier les risques d'instabilité, les dynamiques de la fragilité et pouvoir interpréter les changements en cours sur le terrain sont des conditions essentielles pour tenter d'agir en amont des conflits et des crises. Pour cela, de nombreux outils et méthodologies existent à destination des décideurs politiques, des bailleurs de fonds et des opérateurs de terrain. Ces outils permettent plus particulièrement d'identifier les priorités, les opportunités de changements et les leviers de changement social, politique et économique.

2.1. Pourquoi des analyses de la fragilité et des conflits ?

En 1999, le principe du « Do No Harm » ouvre la voie à l'analyse systématique des conflits et de la fragilité avec le développement de nombreux outils qui se sont progressivement imposés dans les programmes de développement international. En effet, l'aide a traversé plusieurs grandes évolutions, notamment le passage d'une aide centrée sur le développement économique à une aide cherchant à contribuer à la consolidation de la paix de l'État (stabilisation) et à intervenir en amont des déclenchements des crises.

Or, réfléchir en amont des crises demande des approches interdisciplinaires, mais aussi de pouvoir faire aboutir ses réflexions dans de l'action « préventive », ce qui implique donc une réflexion « multi-acteurs ». Les approches d'analyse intégrées qui se sont dès lors développées se reflètent dans les outils produits et permettent de mener des analyses qui couvrent de nombreux aspects des causes de la fragilité et de fournir une compréhension commune, entre différents ministères d'un gouvernement par exemple.

Avec la dangerosité croissante du monde et les évolutions politiques souvent imprévisibles, notamment dans des contextes que l'on croyait stables, la plupart des bailleurs de fonds voit désormais l'analyse de conflit comme un élément central des programmes de développement. Cette analyse doit être un processus dynamique et non pas statique qui prête attention aux changements rapides de situation.

Pour la Banque mondiale, le conflit violent est une entrave à la réduction de la pauvreté et au développement qui affaiblit un pays à tous les niveaux - humain, économique, social, environnemental -, d'où l'importance d'agir sur la prévention et la résurgence de la violence. La Banque mondiale souhaite promouvoir la croissance économique et réduire la pauvreté à travers une assistance qui minimise les causes potentielles de conflit. L'analyse de conflit y est envisagée dans le cadre des stratégies de réduction de la pauvreté et du développement, à travers une dimension socio-économique, et elle doit permettre d'identifier les sources et les possibilités de déclenchement et d'escalade de conflits violents. Elle doit également renforcer la prise en compte des conflits et de la fragilité dans les programmes envisagés par la Banque mondiale et renforcer la résilience d'un pays face à un conflit violent, en gardant à l'esprit que les programmes peuvent améliorer ou exacerber les causes sous-jacentes à un conflit.

L'agence américaine USAID, tout comme l'Union européenne, considère qu'un conflit peut être porteur d'innovation, mais aussi encourager les partenariats et les actions pour réduire l'injustice. En revanche, les deux institutions s'engagent à s'attaquer aux conflits violents et tiennent à s'assurer que leurs interventions ne produisent pas de conséquences négatives dans les contextes fragiles où ils interviennent. Ainsi, l'analyse de conflit est une première étape primordiale dans la mise en place de programmes de prévention de conflit dans la lignée du principe « Do No Harm ».

Le consensus européen de 2005 sur le développement stipulait que le développement ne peut être durable que dans la paix et la sécurité. Pour l'Union européenne, la prévention doit être une priorité, en particulier en encourageant et renforçant l'aide au développement. L'analyse de conflit va donc aider à élaborer une approche globale ayant pour objectif la prévention des conflits et le renforcement de la sécurité internationale.

Pour l'agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA), l'analyse appliquée sur le principe du « Do No Harm – Do Maximum Good » permet de mieux comprendre comment l'aide au développement est

affectée par des conflits potentiels ou en cours et peut les affecter. Elle permet de rendre les programmes plus adaptés au contexte et de répondre aux besoins à trois niveaux : stratégique, sectoriel et projet.

DFID porte son analyse sur les dimensions politiques et économiques, les doléances, les structures et les acteurs. Ses objectifs peuvent porter dans un second temps sur les risques d'impacts négatifs d'un conflit sur les programmes ; et inversement, sur les impacts négatifs d'un programme ou d'une politique sur un conflit ; ou encore sur les moyens d'améliorer l'efficacité d'un programme tout en contribuant à la prévention et la réduction d'un conflit. Lorsque c'est possible, DFID souhaite mener des analyses conjointes avec d'autres bailleurs de fonds ou les partenaires d'autres départements, et travailler avec les organisations régionales et multilatérales, tout comme avec les gouvernements nationaux et les institutions : cela doit être un effort collectif pour développer des réponses communes. DFID insiste enfin sur l'importance d'aider le personnel à comprendre l'utilité d'une analyse comme un moyen d'améliorer les programmes.

Les premiers utilisateurs de ces analyses sont les responsables de bureaux des bailleurs, les partenaires opérationnels, le personnel de terrain, ou les membres d'ambassades ou de gouvernement. Comme souligné précédemment, l'objectif de ces analyses est d'améliorer l'efficacité des projets en s'assurant que les programmes participent à prévenir les conflits.

2.2. Présentation de différents cadres d'analyse

De nombreux outils et méthodologies existent et beaucoup découlent du programme « Do no Harm ». Choisir le plus approprié dépendra du contexte, du commanditaire, de l'objectif de l'analyse et des ressources disponibles. Les bailleurs de fonds ont tendance à utiliser des approches stratégiques au niveau des pays. Certains questionnements restent communs à toutes les analyses, par exemple : dans quel contexte – politique, économique, social, environnemental - se crée le conflit ou sont ancrées les vulnérabilités ? Quels sont les principaux acteurs et leurs relations entre eux ? Quelles sont les causes du conflit/de la violence ? Quelles sont les dynamiques et les scénarios qui peuvent se développer ?

Toutes les analyses de conflit et de la fragilité ont donc un cadre commun qui comprend une analyse des structures, des acteurs, des dynamiques en jeu, puis éventuellement une analyse des réponses internationales (acteurs internationaux, acteurs du développement, interactions entre les programmes et le conflit), et enfin le développement de stratégies, et parfois d'approches communes aux bailleurs pour être plus efficace. La plupart comprennent une étude documentaire, des missions de terrain et des recommandations finales. En dehors de ce cadre, chaque outil a ses propres spécificités en fonction de ses objectifs.

2.2.1. L'approche britannique

Le *Strategic Conflict Assessment (SCA)*¹ de DFID est une méthodologie qui se veut flexible, c'est-à-dire adaptable selon les besoins. Il peut être appliqué au niveau local, national ou régional dans le cadre de la planification stratégique pays mais aussi pour des projets spécifiques. Son approche économique et politique s'intéresse aux intérêts politiques et sociaux de ceux qui sont engagés dans un conflit en attirant l'attention sur ceux qui peuvent tirer profit de la poursuite du conflit. Elle analyse les causes du conflit en termes de convoitises et de doléances, les interactions entre les acteurs et les structures, les différentes dimensions du conflit (internationales, régionales, nationales et locales). Elle reconnaît également le caractère dynamique des conflits, qui fait que les causes de la violence peuvent changer et être redéfinies lors d'un conflit de longue durée.

L'Unité de Stabilisation britannique publie de nombreux documents de travail : dans la série *What Works*, le guide [Analysis for Conflict and Stabilisation Interventions](#) présente un certain nombre d'approches et de cadres de travail utilisés pour l'analyse de conflit, de la gouvernance et de la stabilité, avec une attention particulière au *Joint*

¹ DFID (2010), *Working Effectively in Conflict-affected and Fragile Situations, Briefing Paper A: Analysing Conflict and Fragility*, 2010 : https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/67693/building-peaceful-states-A.pdf

Analysis Conflict and Stability (JACS), autre outil utilisé par les Britanniques. Il s'agit d'un processus en trois phases : la phase 1 permet de définir les objectifs, l'équipe, les intérêts britanniques ; la phase 2 fournit une analyse détaillée commune à toutes les analyses (facteurs structurels, acteurs, dynamiques, résilience institutionnelle et organisationnelle) ; la phase 3 consolide les résultats, émet des recommandations et planifie des actions. Cet outil est commandité par trois ministères de haut niveau, et supervisé par des membres de différents départements dont DFID.

DFID utilise d'autres outils plus spécifiques selon les besoins : le *Political Economy Analysis* étudie les relations entre l'économie et les pouvoirs politiques, permet de comprendre les faiblesses institutionnelles, mais aussi pourquoi certains comportements augmentent l'instabilité sociale et politique, et en quoi cela influence certains programmes d'aide. Le *Gender Inequality and Social Exclusion Analysis*, le *Human Rights Assessment*, *Countries at Risk of Instability*, *Country Governance Analysis*, *Scenario and Contingency Planning*, *Critical Path tool* sont autant d'outils qui vont permettre des analyses plus approfondies dans le domaine visé. Pour DFID, une étude comprenant plusieurs perspectives (analyse socio-économique, politique, conflit) permet de produire une analyse des fragilités bien plus profonde et complète. Pour DFID, le *Strategic Conflict Assessment* peut être utilisé à tout moment du cycle de projet et avant un conflit ou après ; la méthodologie peut être utilisée pour une analyse au niveau local, national, régional, et pour développer des stratégies vers plus de politiques et de programmes sensibles au conflit. Les différentes approches citées plus haut doivent être nourries ensemble et utilisées pour des analyses conjointes.

Le *Joint Analysis of Conflict and Stability (JACS)* britannique sert de base pour soutenir la planification intégrée, la politique et l'allocation des ressources, en créant des synergies entre les processus d'analyse diplomatiques, de développement et de défense du Royaume-Uni. Cette approche est utilisée soit pour fournir une analyse générale d'un contexte, soit pour analyser plus en profondeur certains aspects spécifiques du contexte. Le guide² cité précédemment présente deux études de cas d'analyse en Afghanistan et au Soudan avec utilisation du *JACS* et du *Country Governance Assessment*.

2.2.2. L'approche USAID

Le *Conflict Assessment Framework*³ de USAID établit un diagnostic qui analyse les facteurs politiques, économiques, sociaux, sécuritaires du pays en mettant l'accent sur les griefs fondamentaux et la résilience. Elle tente de prévoir comment peuvent évoluer ces dynamiques et comment anticiper les déclencheurs potentiels. Enfin, elle formule des recommandations fondées sur la priorisation des enjeux et l'identification de points d'entrée ou de levier appropriés.

USAID a développé quatre approches qui doivent permettre aux équipes d'adapter les réponses au mieux suivant les contextes : la première s'appuie sur l'analyse générée par le CAF ; la deuxième s'assure que les réponses sont fondées sur une - ou plusieurs - théories du changement ; la troisième veille à ce que les réponses soient éclairées par une compréhension de ce qui est nécessaire pour une consolidation efficace de la paix ; et la dernière approche identifie et soutient les « lueurs d'espoir » et ce qui fonctionne déjà.

2.2.3. L'approche suédoise

L'agence SIDA, avec son *Manual for Conflict Analysis*⁴, privilégie une approche multidisciplinaire. Ses analyses sont déclinées en trois niveaux :

² Stabilisation Unit (2014) *Analysis for Conflict and Stabilisation Interventions*, What Works Series: <http://www.sclr.stabilisationunit.gov.uk/publications/what-works-series>

³ USAID (2012) *Conflict Assessment Framework 2.0*: https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/pnady739.pdf

⁴ SIDA (2006) *Manual for Conflict Analysis*

<https://www.sida.se/contentassets/ebb5fd5f69d44fe7bf32f2238249483f/14378.pdf>

- L'analyse stratégique (structures, acteurs, dynamiques) inclut une analyse de futurs scénarios et la production de plans de contingence qui pourraient contribuer à changer les dynamiques de conflit. Ceci permet d'adopter une approche plus flexible.
- L'analyse sectorielle (santé, éducation, eau, agriculture, etc.) est pertinente du point de vue de la paix et de la sécurité, car elle offre souvent de nombreuses possibilités de s'attaquer aux causes structurelles des conflits et de la fragilité, et donc de travailler à la prévention des conflits.
- L'analyse du conflit au niveau du projet permet de voir l'impact potentiel du projet sur les dynamiques de conflit avec l'objectif que le projet réduise au minimum les effets négatifs involontaires et maximise tous les impacts positifs. Parmi les partenaires impliqués pour mener l'analyse, particulièrement au niveau stratégique, SIDA insiste sur l'importance d'impliquer les autorités locales et les organisations partenaires du pays concerné afin de renforcer l'appropriation locale et la redevabilité. Pour SIDA, ce processus ne peut qu'augmenter les chances d'obtenir des résultats positifs. Le personnel de terrain a également un rôle central dans l'analyse du fait des informations auxquelles il a directement accès. Ainsi, l'analyse conjointe des conflits permet de réduire le chevauchement des tâches et des responsabilités et d'améliorer la coordination générale. L'analyse produit des recommandations pour les programmes de SIDA et ses partenaires.

Chez SIDA, l'analyse peut être conduite à différents niveaux et différentes phases du cycle de projet. Elle doit être suivie d'un séminaire avec toutes les personnes et institutions impliquées dans le processus afin de faire suivre les recommandations finales par des actions opérationnelles pour les programmes de SIDA.

2.2.4. L'approche de la Banque mondiale

Le cadre d'analyse de la Banque mondiale, le *Conflict Analysis Framework (CAF)*⁵, examine les sources et les conséquences du conflit, détermine les facteurs que doit prendre en compte la Banque mondiale dans ses stratégies et les modalités pour les mettre en œuvre, et enfin examine la résilience d'un pays face au déclenchement ou à l'escalade d'un conflit violent et sa capacité à désamorcer un conflit violent. Plus globalement, ce mécanisme détermine comment la résilience peut être renforcée grâce à l'aide au développement. L'analyse se fait au niveau du pays, ou de la sous-région, son objectif étant la planification stratégique pour un pays.

Le CAF analyse les facteurs principaux qui influencent les conflits, particulièrement dans six domaines : la gouvernance et les institutions politiques ; les droits humains et la sécurité ; l'économie ; les relations sociales et ethniques ; l'environnement et les ressources naturelles ; les facteurs externes. Il se concentre particulièrement sur les liens entre conflit et pauvreté, analyse les facteurs les plus critiques qui affectent l'un et l'autre afin de pouvoir prioriser certains aspects dans chacun de ces domaines. L'importance des facteurs peut varier d'un pays à l'autre et le cadre se veut flexible. Les équipes menant l'analyse doivent savoir s'adapter selon les besoins et les objectifs, les cinq étapes de l'analyse n'étant pas toujours nécessaires (étude documentaire, ateliers avec des experts pays, études complémentaires, consultations dans le pays si nécessaire, et ateliers pour intégrer les résultats dans les stratégies des programmes).

Le premier objectif du CAF est d'identifier des priorités pour les programmes de la Banque mondiale, mais il peut également être utilisé pour prédire l'impact potentiel d'une intervention sur les facteurs liés aux conflits et à la pauvreté (analyse *ex-ante*), suivre les problèmes et les impacts pendant la phase de mise en œuvre, et évaluer l'impact des programmes sur les conflits et la pauvreté une fois l'intervention terminée. Le personnel de la Banque mondiale l'utilise soit en tant qu'analyse distincte, soit dans le cadre d'une analyse macro-sociale plus complète.

2.2.4. L'approche de l'Union européenne

Pour l'Union européenne, les principaux éléments d'analyse sont : l'analyse de contexte, des causes (structurelles, immédiates et les déclencheurs), des acteurs, des dynamiques de conflit ; un aperçu d'éventuels scénarios ;

⁵ World Bank (2005) *Conflict analysis Framework (CAF)*
<http://siteresources.worldbank.org/INTCP/214574-1112883508044/20657757/CAFApril2005.pdf>

l'identification des réponses existantes ou planifiées et l'identification des principales lacunes et de stratégies réalistes pour répondre au conflit. Il s'agit d'un processus collaboratif ayant pour objectif la compréhension claire d'un contexte de conflit.

Deux outils spécifiques existent : le *Light-touch Conflict Analysis* et le *Conflict Sensitive Political Economy Analysis*. Le *Light-touch* est souvent la réponse opportune la plus efficace à une situation appropriée. Elle nécessite qu'un minimum de connaissances soit déjà requis sur le contexte du conflit. La caractéristique de la *Light-touch* est qu'elle se fait sous la forme d'un atelier interactif qui peut s'organiser en un ou deux jours, et qu'elle s'appuie sur la connaissance et l'expertise des participants. Elle établit une compréhension commune et permet la mise en place de mesure globale. Cette approche est recommandée lorsque les événements sur le terrain nécessitent des réponses rapides.

Si ce n'est pas le cas, l'approche *Sensitive Political Economy* sera nécessaire pour une analyse plus approfondie. Elle va analyser les principaux aspects des processus politiques et économiques, mais aussi les relations et les dynamiques à l'œuvre dans un pays ou dans un secteur particulier. Par ailleurs, elle combine recherche documentaire et mission de terrain avec ateliers interactifs afin que les acteurs européens impliqués se l'approprient.

Le *Conflict Early Warning System (EWS)* de l'Union européenne identifie, évalue et aide à prioriser les situations à risque de conflit violent dans les pays non européens en se focalisant sur les facteurs structurels durant une période de quatre ans. Il identifie aussi les opportunités de prévention des conflits et de construction de la paix, et incite à trouver des réponses pertinentes pour prévenir l'émergence, la réapparition ou l'escalade de la violence. Une analyse des risques est effectuée en phase préparatoire. La principale ressource est un index quantitatif : le « Global Conflict Risk Index ». Ses indicateurs portent une attention particulière aux aspects de sécurité humaine. Ses facteurs couvrent dix domaines à risque : la légitimité, l'État de droit, la sécurité, les relations intercommunautaires, les droits de l'Homme, les médias et la société civile, la société, le changement climatique et les catastrophes, le développement économique et la stabilité régionale. Les alertes précoces sont alors priorisées en prenant en compte les intérêts européens. Des analyses plus approfondies peuvent être faites ensuite ou de l'action préventive qui s'appuie sur de l'expertise de terrain.

Le processus de consultation représente l'évaluation collective des acteurs européens au niveau du pays. Le rapport de prévention du conflit qui est alors proposé permet de faire le lien entre l'analyse et le développement d'options de réponse, la phase suivante devant transformer les options en actions. L'UE lance le processus d'EWS une fois par an pour avoir une mise à jour régulière des priorités et permettre ensuite des analyses et un suivi.

L'Union européenne va utiliser l'analyse à travers différents outils qui peuvent être la diplomatie, le dialogue politique, les négociations commerciales, la médiation, l'aide externe et autres missions. L'analyse peut être appliquée au niveau régional, national, local, sectoriel, ou au niveau d'un projet spécifique. Elle implique tous les acteurs européens à qui les résultats peuvent être utiles : les différentes délégations, les services de l'aide extérieure, de la DG ECHO et de la DG DEVCO. Elle peut être lancée suite à une augmentation de risques enregistrés par l'Early Warning System, ou pour la mise en place de programmes humanitaires, par la DG ECHO notamment, pour la préparation de stratégies politiques, de négociations commerciales bilatérales avec des pays affectés par des risques de conflit violent, etc. Les recommandations qui concluent l'analyse permettent de prioriser les principaux enjeux à prendre en compte dans les réponses et d'identifier les mesures complémentaires nécessaires. Pour l'UE, cela se traduira sous forme d'aide au développement, d'action diplomatique, ou au niveau de la sécurité et de la défense.

Pour l'Union européenne, une analyse de conflit qui serait menée avec des partenaires du pays concerné pourrait être très sensible et sujette à de mauvaises interprétations. Elle peut soutenir les évaluations faites par un pays avec ses partenaires internationaux, mais elle souhaite mener ses propres analyses de conflit. Dans les discussions avec les partenaires du pays, il sera alors plutôt question de transition, de résilience et de promotion de la stabilité que de risques de conflit. Pour approfondir le sujet, le site [Conflict Sensitivity Consortium](https://www.conflict-sensitivity-consortium.org/) référence des outils provenant de diverses organisations et qui reflètent des approches variées de l'analyse des conflits et de la fragilité. De même, le manuel *Resource Pack*⁶ ou la *United Nations Conflict Analysis Practice Note*⁷ donnent un

⁶ https://www.international-alert.org/sites/default/files/Training_DevelopmentHumanitarianAssistancePeacebuilding_EN_2004_0.pdf

aperçu des éléments essentiels d'une analyse de base des conflits et un guide des ressources existantes, onusiennes et autres. Nous noterons également le travail de deux ONG - Conciliation Resources et Saferworld - qui ont mené 18 analyses de conflit dans le cadre du projet « People's Peacemaking Perspectives » financé par l'Union européenne. Ces analyses ont été menées à travers une approche participative qui s'appuie sur les points de vue des populations elles-mêmes par rapport aux opportunités et obstacles à la paix. Les leçons apprises⁸ permettent de cerner les enjeux et les bénéfices d'une analyse de conflit participative. Enfin, le rapport intègre une réflexion sur ces questions du point de vue des bailleurs et se termine par des recommandations pour utiliser ces analyses au mieux.

2.2.5. Les approches des institutions multilatérales africaines

En Afrique⁹, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) - plus grande structure régionale d'Afrique avec quinze États membres - possède l'architecture de paix et de sécurité la plus élaborée du continent africain. Créée en 1975, la Cedeao a développé dès les années 1990 un cadre de prévention et de gestion des conflits. Le « Mécanisme » de prévention, gestion, règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité a été adopté en 1999. La prévention des conflits est assurée par un système d'observation et d'alerte précoce, l'ECOWARN. Ce dispositif qui avertit l'organisation des risques d'instabilité, repose sur un Centre d'observation et de suivi basé au siège de la Cedeao à Abuja, et dispose de quatre antennes délocalisées à Banjul, Cotonou, Monrovia et Ouagadougou, chacune responsable du suivi d'un groupe de pays. L'ECOWARN a noué des liens avec des organisations de la société civile ouest-africaine, en particulier le Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix (WANEP) qui participe à la collecte et à l'analyse d'informations pour la mise en œuvre de l'ECOWARN.

La sécurité humaine étant un des piliers de la stratégie de développement de la Cedeao, cette dernière a adopté en janvier 2008 le Cadre de prévention des conflits (CPCC) dans lequel quatorze domaines d'action sont identifiés, dont l'alerte précoce, la diplomatie préventive ou la force de maintien de la paix, mais aussi les initiatives transfrontalières, la promotion de la jeunesse, des femmes, de la paix et de la sécurité, et enfin de la bonne gouvernance des ressources naturelles. Ces bonnes intentions ont cependant du mal à être déclinées en plans d'action. La création de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA) s'inscrit dans le cadre de la mutation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en Union africaine (UA) en 2002. Ses institutions fonctionnent comme une plate-forme de coopération et de coordination en interne, avec leurs homologues au niveau des Communautés Économiques Régionales et des partenaires externes. Ainsi, le Conseil de paix et de sécurité se veut être un dispositif d'alerte précoce qui facilite l'apport d'une réponse opportune et efficace aux situations de crise et conflit en Afrique. Le système d'alerte rapide fournit des données rapidement au Conseil et aux autres institutions de l'APSA.

2.2.6. L'approche du PNUD

Le *Conflict-related development analysis*¹⁰ a été mis au point par le PNUD en vue de contribuer à l'intégration de la prévention des conflits dans l'élaboration et la programmation de la stratégie du PNUD et de mieux comprendre les liens entre développement et conflit. Il s'intéresse aux causes structurelles sociales et économiques au niveau local plutôt qu'aux causes sécuritaires et politiques.

Également utilisé par le PNUD, le *Participatory Rural Appraisal Process* s'appuie sur la participation locale : il identifie les problèmes communautaires et planifie des solutions avec la participation active des membres de la communauté tout en soutenant les approches inclusives favorables à l'implication des parties prenantes. Les principaux enjeux analysés avec cette méthodologie sont la communauté et son contexte, les problèmes et les

⁷ UN (2016) United Nations Conflict Analysis Practice Note:

<https://undg.org/wp-content/uploads/2016/10/Conflict-Analysis-Practice-Note-13-May-2016-Version.pdf>

⁸ Saferworld, Conciliation Resources (2012) *From conflict analysis to peacebuilding impact* :

https://www.c-r.org/sites/c-r.org/files/PPP_conflict_analysis_peacebuilding_impact.pdf

⁹ ICG (2016) *Mettre en œuvre l'architecture de paix et de sécurité (III) : l'Afrique de l'Ouest* :

<https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/234-implementing-peace-and-security-architecture-III-west-africa-french.pdf>

¹⁰ UNDP (2003) *Conflict-related Development Analysis (CDA)*:

http://www.undp.org/content/dam/undp/documents/cpr/documents/prevention/CDA_complete.pdf

solutions potentielles, ainsi que la planification des activités pour la mise en place du projet. Elle cherche à développer les projets communautaires basés sur la réalité et les critères des habitants eux-mêmes. Cette approche utilise des outils tels que la cartographie communautaire, les diagrammes de Venn et la chronologie du conflit.

2.2.7. L'approche de l'OCDE

L'outil développé en 2014 par l'OCDE pour l'analyse de la résilience, *Resilience Systems Analysis (RSA)*¹¹, a pour objectif de fournir aux acteurs de terrain une vision commune des risques, des dynamiques de pouvoir en place, et des actions prioritaires pour renforcer la résilience et prévenir les conflits éventuels. À travers un processus participatif, cet outil vient souvent en appui aux membres du DAC-OCDE et de ses partenaires dans l'élaboration d'une analyse contextuelle, afin de renforcer les programmations intersectorielles et intégrées, mais aussi de permettre une meilleure cohérence entre les approches humanitaires, du développement, de la paix et de la consolidation de l'État. Entre 2015 et 2016 par exemple, l'utilisation du RSA par SIDA a permis d'améliorer son analyse, sa stratégie et sa planification de programmes¹².

En 2016, l'OCDE a mis en place un nouveau Cadre multidimensionnel sur la fragilité destiné à mieux tenir compte de la complexité du phénomène et à mettre l'accent sur les contextes qui y sont confrontés et qui appellent une attention spécifique. Ce Cadre analyse la vulnérabilité face à des catastrophes ou des conflits armés, ainsi que la capacité à faire face à ces risques à l'avenir. Il prend en compte les dimensions liées à l'économie, l'environnement, la politique, la sécurité et la société. Les résultats des analyses permettent de dégager les 58 contextes les plus fragiles, classés comme « extrêmement fragiles » et « fragiles »¹³.

2.2.8. Théorie du changement et planification multiscénarios

Pour finir, nous détaillerons deux outils de plus en plus utilisés dans les analyses de conflit et de la fragilité car ils permettent d'envisager une vision à plus ou moins long terme et des changements de situation. Il s'agit de la Théorie du Changement (ToC) et de la planification multi-scénarios.

La Théorie du Changement est utilisée dans le monde du développement international en tant qu'approche pour mettre en place et évaluer des programmes. Cette théorie permet d'énoncer clairement l'activité prévue, ce qui doit changer et pourquoi, les changements prévus qu'elle entraînera, et comment et pourquoi la stratégie et les activités du programme aideront à stimuler les résultats qui contribuent au changement à long terme. La ToC permet d'apporter de l'innovation dans les stratégies de programmes et d'adapter les changements aux contextes. Le rapport *Theory of Change approaches to post-conflict governance programming*¹⁴ envisage l'application de la ToC aux programmes de gouvernance dans les États fragiles ou sortant d'un conflit. Les études de cas présentées montrent que l'utilisation de la ToC apporte de la rigueur et de la transparence, et permet d'identifier plus facilement les participants et les partenaires. Care International et International Alert ont également montré les impacts positifs et les limites de la ToC à travers l'analyse de 19 programmes de consolidation de la paix en Ouganda, au Népal et en République démocratique du Congo¹⁵.

La planification multi-scénarios (ou plan de contingence) est également un outil largement utilisé par les organisations afin d'établir des stratégies flexibles à long terme, innovantes, résilientes. Cette méthode développe en général entre deux et cinq scénarios représentant différents futurs possibles associés à différentes tendances et événements. Ces scénarios sont ensuite utilisés pour examiner ou mettre à l'essai une gamme de plans et d'options stratégiques, la conclusion générale étant que différents plans sont susceptibles de mieux fonctionner

¹¹ OECD (2014) *Guidelines for resilience systems analysis* :

<http://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/Resilience%20Systems%20Analysis%20FINAL.pdf>

¹² OECD, SIDA (2016) *Resilience systems analysis : Learning and recommendations report* :

http://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/docs/SwedenLearning_Recommendationsreport.pdf

¹³ OECD (2018) *États de fragilité 2018* :

<http://www.oecd.org/fr/developpement/etats-de-fragilite-2018-9789264308916-fr.htm>

¹⁴ GSDRC (2012) *Theory of Change approaches to post-conflict governance programming* : <http://gsdrc.org/docs/open/hdq819.pdf>

¹⁵ CARE International UK, *Peacebuilding with Impact: Defining Theories of Change* :

<https://www.care.org/sites/default/files/documents/PSJ-2012-CARE-Defining-Theories-of-Change-document.pdf>

dans différents scénarios. Ils constituent également un moyen utile d'identifier les indicateurs d'"alerte précoce" qui signalent une évolution vers un certain type d'avenir.

2.2.9. Rôle des nouvelles technologies

Les nouvelles technologies prennent une place de plus en plus importante dans l'analyse des risques et les outils d'alerte précoce, que ce soit via la téléphonie mobile, les médias sociaux, la cartographie ou encore la surveillance géospatiale. Le rapport *New technology and the prevention of violence and conflict*¹⁶ étudie la manière dont ces nouvelles technologies peuvent contribuer à prévenir les crises et participer aux initiatives à long terme visant à s'attaquer aux causes profondes de la violence. Des études de cas en Afrique, Asie et Amérique latine montrent que leur utilisation produit des résultats très différents selon les contextes et selon si les utilisateurs prennent ou non ce contexte en compte.

3. Exemples de programmes de prévention des conflits

La prévention est l'ensemble des actions entreprises pour réduire les tensions et prévenir l'éclatement ou la résurgence d'un conflit violent. Au-delà des actions à court terme est incluse la notion d'engagement à long terme. Ainsi, la prévention englobe : la prévention opérationnelle (ou immédiate) qui concerne des mesures immédiates applicables pour faire face à la situation de crise ; la prévention structurelle qui concerne les approches préventives à long terme et allie des mesures relatives au développement, aux droits de l'Homme et à la sécurité, au renforcement de la résilience ; et enfin, la prévention transnationale qui englobe les initiatives de coopération et coordination entre deux ou plusieurs États, souvent avec le soutien d'organisations régionales ou internationales. La prise en compte des différentes composantes de la sécurité humaine dans les programmes nous paraissant particulièrement importante, les projets présentés le seront selon ces différents aspects.

3.1. Projets de prévention opérationnelle (ou immédiate)

En termes de sécurité humaine, ces projets cherchent à participer au renforcement du cadre institutionnel et des structures citoyennes en vue d'assurer la promotion des droits humains et le développement au Mali. Le projet d'appui au cycle électoral 2018-2019 au Mali (PACE Mali)¹⁷ vise à appuyer financièrement et techniquement les principaux acteurs nationaux impliqués dans le processus électoral : à la fois les institutions publiques et partis politiques, mais aussi les organisations de la société civile, les femmes, les jeunes, les groupes sous-représentés et les médias. Il bénéficie de financements du PNUD, d'USAID, de SIDA et du gouvernement du Luxembourg. Les 4 axes d'intervention visent à favoriser une bonne gouvernance démocratique : la planification et la coordination des opérations électorales ; la communication externe ainsi que les campagnes de sensibilisation des électeurs ; la prévention des conflits liés au processus électoral ; et enfin, la promotion de la participation des jeunes et des femmes.

De manière générale, les missions pré-électorales et les missions d'observation électorale sont devenues un instrument pertinent de la diplomatie préventive et de la médiation dans les pays sujets aux conflits. Elles incitent les acteurs politiques du pays concerné à la tenue d'élections pacifiques et créent des plates-formes d'échange entre les différents acteurs nationaux, régionaux, voire internationaux. Les résultats¹⁸ d'une analyse des interventions menées par l'Union africaine et les Communautés économiques régionales en vue de résoudre et de prévenir les conflits violents en Afrique entre 2013 et 2015 montrent quelques exemples de missions électorales déployées en

¹⁶ Mancini, F. (2013) *New Technology and the Prevention of Violence and Conflict*, IPI :

<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ipi-e-pub-nw-technology-conflict-prevention-advance.pdf>

¹⁷ PACE Mali : https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/MLI/ProDoc%20final%20du%20Projet%20PACE%20-%20Mars%202018_sign%C3%A9.pdf

¹⁸ ECDPM (2017) *Gestion des conflits dans le cadre de l'APSA*

<https://ecdpm.org/wp-content/uploads/DP211-Gestion-conflits-APSA-Desmidt-Hauck-ECDPM-juillet-2017.pdf>

Afrique en 2015. Le rapport¹⁹ d'International Crisis Group présente également trois études de cas illustrant les interventions de la Cedeao dans des situations de crise en Guinée-Bissau, au Mali et au Burkina Faso, et permet de mettre en lumière les points forts de l'organisation et les limites de sa capacité d'action.

3.2. Projets de prévention structurelle

3.2.1. Programmes visant la sécurité humaine au niveau de l'environnement et de l'économie

Lancé en 2018 pour une durée de 5 ans, le projet de réhabilitation économique et environnemental du fleuve Niger au Mali vise à renforcer la gestion des ressources autour du fleuve Niger, améliorer la viabilité des activités socio-économiques et ainsi contribuer au renforcement de la résilience face au changement climatique. Il bénéficiera aux opérateurs de transports, groupements ruraux, agriculteurs, pêcheurs, organisations de la jeunesse, femmes et personnes vulnérables, soit environ 100 000 personnes. Un autre aspect de ce projet est de définir un cadre de réponse d'urgence multi-scénarios en cas de restructuration du projet en cours afin d'être en capacité de répondre à des besoins urgents. Financé par l'Association internationale de développement (IDA) à travers la Banque mondiale à hauteur de 27,8 millions de dollars, les partenaires en charge du projet sont les différents ministères maliens de l'Environnement, des Transports, de l'Eau et de la Décentralisation, en collaboration avec des organisations maliennes comme l'Agence de Bassin du Fleuve Niger ou la Compagnie malienne de navigation.

3.2.2. Programmes visant la sécurité humaine au niveau de la communauté et de l'économie

Financé par USAID, le projet *Strengthening Institutions for Peace and Development (SIPED)* de Mercy Corps en Éthiopie s'appuie sur son expérience dans la mise en œuvre de précédents projets de prévention et de résolution des conflits dans la région Somali-Oromiya au sud de l'Éthiopie et dans d'autres régions du pays. Les principales activités d'atténuation des conflits et de réconciliation ont consisté au renforcement du gouvernement et des institutions coutumières ; à l'instauration d'un dialogue entre les communautés, y compris les chefs de clan, les personnes âgées, les femmes et les jeunes ; à des activités de subsistance conjointes et de formation pour les comités de la paix ; à l'élaboration d'accords de paix et de plans d'utilisation des ressources. Les résultats ont montré que l'amélioration de la liberté de mouvement et d'accès à l'eau, aux pâturages et autres ressources naturelles développées par le programme SIPED ont été des facteurs clés contribuant à la résistance des ménages à la sécheresse. L'étude²⁰ met en lumière la manière dont les programmes de consolidation de la paix peuvent être mis en œuvre de manière à atténuer les effets d'une grave sécheresse parmi les pasteurs et à accélérer leur rétablissement. Ces éléments montrent qu'il est nécessaire d'accorder une plus grande attention à la gestion des conflits et de consacrer davantage de ressources à la gestion des conflits dans les politiques et programmes de réduction des risques de catastrophe en Éthiopie et dans d'autres pays de la Corne de l'Afrique.

Géré par UN-Habitat et financé par l'Union européenne, le programme *Reinteg: Innovative durable solutions for IDPs and returnees in Mogadishu through enhanced governance, employment and access to basic and protective services*²¹ a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des personnes déplacées internes à Mogadiscio, en Somalie, grâce à la mise en place de systèmes de gouvernance, à l'augmentation de l'accès à la propriété, à la terre et à l'habitat, et grâce à l'inclusion sociale, économique et politique. À travers ce projet, les institutions doivent renforcer leurs compétences et ainsi être en mesure d'assumer leurs responsabilités et de permettre aux réfugiés et déplacés de trouver des solutions durables à leur situation, que ce soit dans l'accès au logement ou aux services de base. Là encore, ce projet participe à l'amélioration de la situation des personnes les plus vulnérables et donc à la lutte contre l'exclusion, l'instabilité et la fragilité.

¹⁹ ICG (2016) *Mettre en œuvre l'architecture de paix et de sécurité (III) : l'Afrique de l'Ouest*
<https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/234-implementing-peace-and-security-architecture-III-west-africa-french.pdf>

²⁰ Mercy Corps (2012) *From conflict to Coping*
https://www.mercycorps.org/sites/default/files/from_conflict_to_coping_-_final.pdf

²¹ UN-Habitat (2017) *Reinteg*, Joint Programme Document.
https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/SOM/Innovative%20durable%20solutions%20for%20IDPs%20and%20returnees%20in%20Mogadishu_Prodoc.pdf

3.2.3. La prévention par un travail avec la jeunesse

La jeunesse, qui est à la fois l'avenir des pays et un groupe particulièrement vulnérable avec de faibles perspectives, est souvent ciblée par des programmes qui participent à la prévention des conflits et à la lutte contre l'instabilité. Ainsi, depuis 2017, le Centre pour le dialogue humanitaire a lancé une initiative qui vise à structurer un dialogue entre organisations de jeunesse et institutions étatiques au Sahel dans le but de favoriser l'implication de la jeunesse dans l'élaboration des politiques sociales et économiques aux niveaux local, national, régional et international. Cofinancé par l'Union européenne (à travers le Fonds Fiduciaire d'Urgence pour l'Afrique et le DG DEVCO) et l'État danois, ce projet se tient dans les pays du G5 Sahel (Mali, Mauritanie, Burkina Faso, Niger et Tchad). Les résultats de ces nombreux dialogues montrent l'utilité d'appliquer les outils de la médiation aux débats sociaux afin de prévenir les tensions et conflits. Les conclusions et recommandations alimentent également le processus d'élaboration de la Stratégie intégrée de la jeunesse du G5 Sahel.

Dans beaucoup de pays, les taux de chômage élevés, particulièrement chez les jeunes, sont un facteur de fragilité et d'instabilité pour toute la communauté. Des jeunes hommes et femmes vulnérables peuvent être tentés de rejoindre des groupes armés terroristes, de migrer et de se retrouver dans des situations dramatiques, ou de s'engager dans des activités illégales. Ainsi, les programmes d'intégration socioéconomique de la jeunesse se développent chez tous les bailleurs.

Le PNUD, avec l'appui de l'État japonais, a financé un projet de stabilisation de la communauté par l'intégration socioéconomique de la jeunesse vulnérable en Somalie²², à travers des activités de formation, de renforcement des compétences et de réhabilitation sociale.

Un autre projet²³ de réinsertion socioéconomique en Somalie, financé par la Banque africaine de développement, vise aussi la jeunesse vulnérable avec une attention particulière aux ex-combattants, notamment ceux ayant déserté Al-Shabaab. Il vise à fournir à ces jeunes des compétences sociales et des moyens de subsistance nécessaires pour qu'ils puissent se réinsérer durablement dans la société. Ce projet a également pour objectif de contribuer à renforcer la capacité du gouvernement à s'attaquer au chômage des jeunes par le biais de la formation du personnel dans certains ministères. Ainsi, l'intégration professionnelle de cette jeunesse à risque participerait au redressement du pays et aurait des impacts positifs sur la communauté somalienne en général.

3.2.3. Programme visant la sécurité humaine au niveau de la communauté, avec une approche genre

Les femmes jouent souvent un rôle central dans la prévention des conflits et les activités d'alerte précoce. Cependant, leur capacité peut être restreinte en raison de répressions politiques ou autres obstacles. L'exemple d'un programme d'appui à des organisations de femmes au Burundi²⁴ montre comment apporter un meilleur soutien à ces organisations dont le travail a tout intérêt à être soutenu. Leurs activités consistent à mettre en œuvre des systèmes d'alerte précoce, à participer à la médiation lors de conflits locaux, et à lancer des campagnes pour promouvoir la paix et le dialogue. Mais alors qu'au niveau national, les organisations de la société civile, dont celles des femmes, doivent montrer profil bas, elles continuent de s'impliquer au niveau local en favorisant l'approche communautaire sur le terrain et ont besoin de soutien international.

²² PNUD (2016) *Project Document*.

<https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/SOM/Community%20Stabilization%20Project%20Document.pdf>

²³ Groupe de la banque africaines de développement (2015), *Projet de réinsertion socioéconomique des ex-combattants et des jeunes à risque*, Rapport d'évaluation.

https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Somalie_%E2%80%93_Projet_de_r%C3%A9insertion_socio%C3%A9conomique_des_ex-combattants_et_des_jeunes_%C3%A0_risque_APRV.pdf

²⁴ Féron, Elise (2017), *Early Warning, Conflict Prevention and Women's Organizations: Lessons from Burundi*, TAPRI <http://www.uta.fi/ky/en/research/tapri/policybriefingpaper/Briefing1.pdf>

3.2.5. Programmes visant la sécurité humaine au niveau politique

Le projet de Renforcement des Contributions de la Société Civile à la Paix, à la Sécurité et au Développement au Mali a été initié en partenariat par SIPRI (institut de recherche suédois) et CONASCIPAL (Coalition Nationale de la Société Civile pour la Paix), et conduit entre juillet 2013 et décembre 2015. Soutenu par SIDA, son objectif était de renforcer la capacité des acteurs de la société civile à générer une connaissance et une compréhension accrues de la dynamique du conflit au Mali et de développer une stratégie pour contribuer à la paix, la sécurité et au développement. Les deux résultats les plus importants ont été : la mise en œuvre d'une cartographie et d'une analyse des principales causes et manifestations des conflits au Mali du point de vue de la société civile²⁵, et une vision stratégique des contributions de la société civile à la paix et à l'unité nationale au Mali, présenté lors d'un atelier national à Bamako et diffusé dans douze langues à travers le pays²⁶.

La mise en place d'institutions judiciaires indépendantes et équitables capables de répondre aux besoins de la population en matière de justice est essentielle pour la stabilité du pays et le maintien de la paix. Le PNUD mène des projets dans ce sens -là. Nous prendrons l'exemple de la Somalie avec le projet *Joint Rule of Law Programme*²⁷ qui vise à améliorer l'accès à un système judiciaire pour tous, et en particulier les femmes et les groupes vulnérables. Enfin, le renforcement des capacités de la police et l'amélioration de la confiance du public envers la police est également un enjeu important.

Le Fonds de la Somalie pour la Stabilité (SSF) est un mécanisme de financement multi-bailleurs dont l'objectif est de renforcer la gouvernance locale et d'atténuer le conflit en Somalie. Il a débuté en 2012 et est géré par DFID avec la participation de la Suède, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Norvège, le Danemark et l'Union européenne. La stratégie de ce Fonds est d'identifier le problème principal à la source de l'instabilité du pays et de le résoudre. C'est un outil flexible d'abord guidé par le principe de l'appropriation locale. Trois exemples de réussite sont présentés dans l'étude de cas *Thinking and working politically in Somalia*²⁸ : le soutien du Fonds à la création de trois États fédéraux naissants ; des projets d'investissements en infrastructures dans deux villes ; et le processus de réconciliation entre deux régions. Le rapport indique également l'engagement du Fonds pour les questions de genre en montrant les progrès envers une meilleure représentation politique des femmes en Somalie, mais aussi les obstacles qui restent ancrés dans la société. Le SSF a une capacité d'analyse efficace et une bonne compréhension contextuelle des dynamiques politiques mais manque de suivi des données et des informations en contexte fragile ou affecté par un conflit.

3.2.6. Programmes visant la sécurité humaine au niveau de la sécurité alimentaire

Alors que les conflits et l'insécurité continuent d'être les principaux moteurs de l'insécurité alimentaire dans de nombreux pays, la Commission européenne et la FAO se sont associées dans le programme FIRST afin d'aider les pays partenaires à intégrer les objectifs de sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'agriculture durable dans leurs politiques, cadres et budgets nationaux. Ce projet, d'une durée de quatre ans (2015-2019), entend renforcer la résilience aux crises alimentaires des pays en crise.

²⁵ CONASCIPAL, SIPRI (2014) *Causes et manifestations des conflits au Mali : Une perspective de la société civile* : https://www.sipri.org/sites/default/files/rapport_conascipal_sipri.pdf

²⁶ CONASCIPAL (2015) *Vision stratégique de la société civile pour la paix et l'unité nationale au Mali* : <https://www.sipri.org/sites/default/files/PRINT-Strategy-whole-document-1.pdf>

²⁷ UNDP (2015) *Joint Rule of Law Programme* : <https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/SOM/ROL%20UN%20MPTF%20-%20Q2%202017%20%20Final.pdf>

²⁸ Laws, Ed (2018) *Thinking and working politically in Somalia: A case study on the Somalia Stability Fund*, TWP, ODI : <https://twpcommunity.org/wp-content/uploads/2018/05/Thinking-and-working-politically-in-Somalia.pdf>

3.3. Projets de prévention transnationale

3.3.1. Programmes visant la sécurité humaine au niveau de la communauté

L'accès aux ressources naturelles, à la terre et à l'eau sont des sources de friction traditionnelles, mais les effets du changement climatique et de la croissance démographique intensifient ces risques et les disputes autour de ces ressources dégénèrent parfois en conflit violent. Un meilleur partage des ressources et un renforcement des mécanismes de résolution des conflits au niveau local doit donc faire partie des priorités. Certaines régions sont particulièrement sensibles, comme au Sahel où les communautés pastorales sont de plus en plus menacées et où les tensions entre nomades et populations sédentaires locales s'exacerbent. Le Centre pour le Dialogue humanitaire, soutenu par l'État danois, est présent au Mali depuis 2011 pour mener des activités de médiation des conflits locaux, en particulier dans les zones frontalières du Mali, du Niger et du Burkina Faso. Pour ce faire, l'organisation a mis en place des réseaux inclusifs de chefs pastoraux locaux, nationaux et régionaux dont l'objectif est de nouer des liens étroits aussi bien au niveau national que transfrontalier, ainsi qu'avec les autorités de chaque État concerné. De plus, ces activités de prévention des conflits locaux dans la région peuvent participer et aider à prévenir les conflits et l'insécurité au niveau national et international. En effet, il est admis que si les communautés pastorales bénéficiaient d'un meilleur soutien, elles pourraient former une défense contre les groupes djihadistes et le terrorisme en contrôlant et supervisant des territoires où les forces de sécurité nationale peinent à maintenir l'ordre.

3.3.2. Programmes visant la sécurité humaine au niveau sanitaire et politique

En 2016, le mécanisme financier pour la stabilité et la paix de l'Union européenne - le IcSP - a financé le programme Strengthening cross-border capacity for control and detection of CBRN substances de l'UE avec six pays africains. Il vise à accroître la détection du trafic transfrontalier illicite de matières dangereuses, notamment de produits chimiques. C'est le premier projet soutenu par l'UE qui promeut la coopération pour le renforcement de la sécurité aux frontières au niveau régional en Afrique du Nord et au Sahel.

La Cedeao reconnaît la nature transnationale de nombreux problèmes sécuritaires en prenant des dispositions contre la criminalité transfrontalière, la corruption, le blanchiment d'argent, la prolifération des armes légères et leur circulation illégale. En 1999, elle a adopté un Moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication des armes légères en Afrique de l'Ouest. En 2013, la Cedeao a adopté sa première stratégie antiterroriste qui comprend trois piliers : prévention, poursuites et reconstruction.

L'OCDE et le Ministère français des Affaires étrangères ont conduit une analyse des risques transfrontaliers dans la région du Sahel²⁹ pour aider à rendre opérationnelle la stratégie de la France dans les situations fragiles. Cette analyse a porté sur les cinq dimensions de la fragilité : économique, environnementale, politique, sécuritaire et sociale. Cependant, beaucoup s'accordent à dire que les réponses sécuritaires dans la région du Sahel ont montré leurs limites, notamment parce qu'elles traitent les symptômes plutôt que les nombreuses causes qui génèrent et nourrissent la violence. C'est pour échanger sur ces enjeux que la troisième édition des Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent a eu lieu en juin 2018. Le compte-rendu³⁰ de ces discussions revient sur l'analyse des causes de l'extrémisme violent et des facteurs qui y contribuent, puis traite des facteurs de paix positive, et enfin des actions concrètes de prévention de la violence engagées par différents acteurs de la région. Les recommandations formulées soulignent l'importance d'inscrire les initiatives de prévention dans une approche holistique et permettent d'identifier des thématiques qui peuvent servir à la construction de futurs projets.

²⁹ OECD, DAC (2017) *Analyse des systèmes de résilience face aux risques transfrontaliers dans les pays du Sahel* : <http://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/docs/RSA%20Dakar.pdf>

³⁰ IPI (2018) *Investir dans la paix et la prévention de la violence au Sahel-Sahara: Troisièmes Conversations régionales* : https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2018/09/1809_Algers-Meeting-Note-French.pdf

3.4. Sources d'information utiles

Pour une information plus générale, le rapport *Local Ownership in Security*³¹ présente de nombreuses études de cas de collaboration entre acteurs de la société civile et de la sécurité utilisant des approches de la consolidation de la paix pour travailler ensemble à la sécurité humaine. Les enjeux identifiés et les leçons apprises peuvent permettre d'inspirer d'autres projets de prévention des conflits, toujours avec l'objectif de faire progresser la sécurité humaine.

Une source intéressante à consulter est le site de l'Institut Igarapé répertorie toute une série de projets de prévention classés selon les trois catégories utilisées ci-dessus. Cet institut brésilien dirige le projet d'Innovation dans la Prévention des Conflits (ICP) : ce projet comprend l'identification, la catégorisation et l'analyse des réponses préventives concrètes, allant de mesures immédiates comme la médiation et les bons offices, aux initiatives à long terme comme celles concernant le changement climatique, les politiques migratoires et le développement des infrastructures.

4. Les mécanismes de financement

L'étude conjointe des Nations unies et de la Banque mondiale sur la prévention des conflits, *Pathways for Peace*³², présente des arguments sur les avantages économiques de la prévention. Le rapport s'achève sur un appel à l'action soulignant que, pour pouvoir mettre en œuvre les recommandations qui y sont formulées, les acteurs nationaux et internationaux doivent diriger toute leur attention, leurs efforts et leurs ressources vers la prévention. Il note également que les financements continuent à éviter les risques et à se focaliser sur les crises, ce qui rend souvent les modèles trop lents pour assurer une prévention durable. Cette étude recommande de « consolider le soutien aux capacités nationales de financement pour la prévention ; combiner différentes formes de financement ; et renforcer le financement d'efforts régionaux de prévention ». Voici, toutefois, quelques exemples de mécanismes de financement engagés dans la prévention des conflits.

Lancé en 2015 au Royaume-Uni, le Fonds Conflit, Stabilité et Sécurité (*The Conflict, Stability and Security Fund – CSSF*) fournit un soutien au développement et à la sécurité aux pays montrant des risques de conflit ou d'instabilité. Ses champs d'intervention sont la sécurité, la défense, la construction de la paix, le maintien de la paix et la stabilisation, et ses programmes abordent aussi les questions transversales comme les droits de l'Homme. Ce fonds couvre plus de 70 pays et les programmes sont développés à partir d'une analyse de contexte. Différents départements et structures sont concernés, dont DFID et la Stabilisation Unit, et travaillent en coordination. Le fonds a recours à la fois à l'aide publique au développement et à des fonds autres que l'APD. Le rapport annuel 2017-2018³³ montre comment ce Fonds est utilisé, les impacts et les résultats.

Au sein de la Banque mondiale, depuis 2008, le Fonds pour la construction de la paix et de l'État (SPF) est le principal fonds fiduciaire multi-donateurs ayant pour objectif de financer des interventions innovantes dans les régions en situation de fragilité, de conflit et de violence. Il se caractérise par la flexibilité, sur le plan de la couverture géographique, des modalités de mise en œuvre et des thèmes d'action, ainsi que par sa capacité à prendre des risques et à mobiliser rapidement des financements pour les pays à faible revenu comme pour ceux à revenu intermédiaire. Ce fonds joue le rôle de catalyseur pour les opérations menées au titre d'IDA-18 dans les pays en proie à la fragilité, et offre une plate-forme de coordination à ces pays et à la communauté internationale des bailleurs de fonds.

³¹ Schirch, L., Mancini-Griffoli, D. (2015) *Local Ownership in Security: Case Studies of Peacebuilding Approaches*, GPPAC, Kroc Institute, Alliance for Peacebuilding :

<https://www.humansecuritycoordination.org/documents/130617663/0/Local+Ownership+in+Security+Report.+15+March+2016.pdf/ca8698de-3525-4545-897c-80d81e7522fa>

³² World Bank, UN (2016) *Pathways for Peace* : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337>

³³ HM Government (2018) *Conflict, Stability and Security Fund: annual Report 2017/18* :

https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/727383/CSSF_Annual_Report_2017_to_2018.pdf

Plus récemment, la 18^e reconstitution des ressources de [l'Association internationale de développement \(IDA-18\)](#) élève la réduction des risques de fragilité et de conflit au rang des grandes priorités de développement. Le volume des ressources allouées aux pays en proie à la fragilité, au conflit et à la violence s'élève à plus de 14 milliards de dollars. Deux nouveaux guichets de financement ont vu le jour : le premier pour soutenir les réfugiés et les communautés d'accueil ; le deuxième pour stimuler le développement du secteur privé, tout en aidant les pays à se prémunir contre les risques de fragilité.

De plus, le Mécanisme mondial de financement concessionnel (GCFF) devrait permettre, d'ici 2022, d'aider certains pays à affronter les crises liées à l'arrivée de réfugiés. Une plateforme de réponse aux crises mondiales a également été créée pour coordonner les interventions rapides et développer des instruments de financement en cas de crise. En 2018, le lancement de la Plateforme mondiale contre le risque de crise³⁴ et l'adoption d'une stratégie visant à mieux prévenir les crises, politiques entre autres, vont permettre de s'ouvrir à de nouvelles sources de financements.

Le mécanisme européen *Instrument contributing to Stability and Peace (IcSP)* apporte un soutien direct aux politiques extérieures de l'Union en renforçant l'efficacité et la cohérence de ses actions dans les domaines de la réponse aux crises, la prévention des conflits, la consolidation de la paix et la préparation aux crises. Il s'adresse aux menaces mondiales et interrégionales et avec un budget de 2,34 milliards d'euros pour 2014-2020, cet outil a pour objectif de renforcer les capacités de l'Union européenne dans ces domaines en coopération avec les États membres, mais aussi les organisations de la société civile internationales et régionales. L'évaluation à mi-parcours (2014-2017)³⁵ analyse la pertinence de cet instrument, son efficacité, les impacts de ses interventions. Tout en reconnaissant les contributions positives, l'évaluation recommande d'améliorer le cadre stratégique global et d'engager un dialogue sur les défis systémiques avec d'autres fonds pour la paix et la stabilité.

Depuis 2000, plusieurs résolutions des Nations unies ont conduit à l'adoption du Programme pour les Femmes, la Paix et la Sécurité. Ce programme place les questions de genre au centre de la paix internationale et de la sécurité. Les traités de paix qui impliquent des femmes ont 35 % de chances supplémentaires de durer 15 ans. L'égalité homme-femme est le 1^{er} indicateur de paix. Malgré cela, la contribution des femmes à la prévention des conflits et à la paix reste sous-estimée et insuffisamment financée. Le *Women, PEACE and Security Financing Project*³⁶, lancé en 2016, vise à encourager les Nations unies, les États membres et les institutions financières internationales à investir dans le fonds des Nations unies incluant la société civile tel que le *Global Acceleration Instrument (GAI) for Women, Peace & Security and Humanitarian Action*³⁷. Cet outil est un mécanisme de financement souple et rapide qui appuie des interventions de qualité pour renforcer la capacité de prévenir les conflits, de faire face aux crises et aux situations d'urgence, de saisir les principales possibilités de consolidation de la paix et d'encourager la viabilité et la maîtrise nationale des investissements. L'ONU Femmes agit en tant que Secrétariat technique au niveau mondial, assurant ainsi que le financement dédié s'accompagne d'expertise technique, d'appui politique et de partenariats appropriés.

Le Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix (FCP)³⁸ a été créé en 2006 pour soutenir les activités, les programmes et les organisations qui travaillent à une paix durable, dans le but d'assurer un financement pour répondre aux risques et aux besoins particuliers qui s'expriment dans les pays ou les situations où un conflit violent a éclaté ou est susceptible de se produire. Il s'agit d'un dispositif d'intervention immédiate qui permet de réagir rapidement. En janvier 2018, le Secrétaire général a déclaré que le FCP constitue, pour les Nations unies, un instrument essentiel permettant d'intensifier les efforts pour renforcer la résilience et mettre l'accent sur la prévention. Il a en outre appelé à une augmentation forte dans les apports de contributions au FCP. En décembre 2016, le Fonds a approuvé un apport de 647 millions USD à 36 pays.

³⁴ World Bank (2018) *Global Crisis Risk Platform* : <http://documents.worldbank.org/curated/en/762621532535411008/pdf/128852-BR-SecM2018-0217-PUBLIC-new.pdf>

³⁵ European Commission (2017) *External Evaluation of the Instrument contributing to Stability and Peace (2014- mid 2017)* : https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/icsp-eval-final-report_en_0.pdf

³⁶ PeaceWomen (2016) *Women, Peace and Security Financing Workshop* : <https://www.peacewomen.org/sites/default/files/WorkshopReport.pdf>

³⁷ UN, *Global Acceleration Instrument (GAI) for Women, Peace & Security and Humanitarian Action* : [https://www.peacewomen.org/sites/default/files/GAI%20Operations%20Manual%20final%20lay%20out%20\(1\).pdf](https://www.peacewomen.org/sites/default/files/GAI%20Operations%20Manual%20final%20lay%20out%20(1).pdf)

³⁸ <http://undocs.org/fr/A/72/740>

Les nombreux Fonds des Nations unies peuvent aussi participer selon leurs objectifs à la prévention des conflits ou à l'atténuation des fragilités. Ainsi, le Fonds National de Stabilisation Économique et Sociale du Mali commencé en 2013 est censé, à travers des actions sociales et économiques, permettre d'atténuer les effets de la crise multiforme sur les populations du Mali, notamment les plus vulnérables.

En matière de financement, l'OCDE va aider ses membres et leurs partenaires à lier le bon type de financement à une analyse commune des risques et va encourager le partage des bonnes pratiques en matière de préparation au financement et d'innovations émergentes pour un financement plus souple et mieux ciblé. Le guide de l'OCDE *Financing for Practitioners*³⁹ décrit le processus d'élaboration de stratégies de financement pour les contextes fragiles : le financement pour la stabilité. Le récent rapport *États de fragilité 2018*⁴⁰ permet également d'avoir des informations détaillées sur les financements dont peuvent bénéficier les pays en situation de fragilité.

Pour prolonger la réflexion sur des sources de financements novateurs pour la prévention des conflits, un article de janvier 2018 - *Innovative Financing to Sustain Peace*⁴¹ - propose quelques options à prendre en compte et identifie des outils novateurs de financements alternatifs avec des exemples concrets d'application dans des contextes fragiles.

Bibliographie

CARE International UK (2012) *Peacebuilding with Impact: Defining Theories of Change*.

<https://www.care.org/sites/default/files/documents/PSJ-2012-CARE-Defining-Theories-of-Change-document.pdf>

CONASCIPAL (2015) *Vision stratégique de la société civile pour la paix et l'unité nationale au Mali*.

<https://www.sipri.org/sites/default/files/PRINT-Strategy-whole-document-1.pdf>

CONASCIPAL, SIPRI (2014) *Causes et manifestations des conflits au Mali : Une perspective de la société civile*.

https://www.sipri.org/sites/default/files/rapport_conascipal_sipri.pdf

DFID (2010), *Working Effectively in Conflict-affected and Fragile Situations, Briefing Paper A: Analysing Conflict and Fragility*.

https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/67693/building-peaceful-states-A.pdf

ECDPM (2017) *Gestion des conflits dans le cadre de l'APSA*.

<https://ecdpm.org/wp-content/uploads/DP211-Gestion-conflits-APSA-Desmidt-Hauck-ECDPM-juillet-2017.pdf>

European Commission (2017) *External Evaluation of the Instrument contributing to Stability and Peace (2014-mid 2017)*.

https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/icsp-eval-final-report_en_0.pdf

Féron, Elise (2017) *Early Warning, Conflict Prevention and Women's Organizations: Lessons from Burundi*, TAPRI.

<http://www.uta.fi/ky/en/research/tapri/policybriefingpaper/Briefing1.pdf>

Gouvernement du Mali, PNUD (2018) *Projet d'Appui au Cycle Électoral - PACE Mali*.

³⁹ OECD (2018) *Financing for stability: Guidance for Practitioners*

<https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/5f3c7f33-en.pdf?expires=1543241085&id=id&accname=guest&checksum=C1D68D7F60F5BE95DDD36C576DEC45B7>

⁴⁰ *Op. cit.*

⁴¹ Kantowitz, Riva (2018) *Innovative Financing to Sustain Peace*.

https://cic.nyu.edu/sites/default/files/kantowitz_innovative_financing_blog_post_part_1_final.pdf

https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/MLI/ProDoc%20final%20du%20Projet%20PACE%20-%20Mars%202018_sign%C3%A9.pdf

GSDRC (2012) *Theory of Change approaches to post-conflict governance programming*.
<http://gsdrc.org/docs/open/hdq819.pdf>

Groupe de la banque africaine de développement (2015) *Projet de réinsertion socioéconomique des ex-combattants et des jeunes à risque*, Rapport d'évaluation.
https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Somalie_%E2%80%93_Projet_de_r%C3%A9insertion_socio%C3%A9conomique_des_ex-combattants_et_des_jeunes_%C3%A0_risque_APRV.pdf

HM Government (2018) *Conflict, Stability and Security Fund: Annual Report 2017/18*.
https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/727383/CSSF_Annual_Report_2017_to_2018.pdf

ICG (2016) *Mettre en œuvre l'architecture de paix et de sécurité (III) : l'Afrique de l'Ouest*.
<https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/234-implementing-peace-and-security-architecture-III-west-africa-french.pdf>

International Alert, *Conflict-sensitive approaches to development, humanitarian assistance and peace building: tools for peace and conflict impact assessment*, Resource Pack.
https://www.international-alert.org/sites/default/files/Training_DevelopmentHumanitarianAssistancePeacebuilding_EN_2004_0.pdf

IPI (2018) *Investir dans la paix et la prévention de la violence au Sahel-Sahara : Troisièmes Conversations régionales*.
https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2018/09/1809_Algiers-Meeting-Note-French.pdf

Kantowitz, Riva (2018) *Innovative Financing to Sustain Peace*.
https://cic.nyu.edu/sites/default/files/kantowitz_innovative_financing_blog_post_part_1_final.pdf

Laws, Ed (2018) *Thinking and working politically in Somalia: A case study on the Somalia Stability Fund*, TWP, ODI.
<https://twpcommunity.org/wp-content/uploads/2018/05/Thinking-and-working-politically-in-Somalia.pdf>

Mancini, F. (2013) *New Technology and the Prevention of Violence and Conflict*, IPI.
<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ipi-e-pub-nw-technology-conflict-prevention-advance.pdf>

Mercy Corps (2012) *From conflict to Coping*.
https://www.mercycorps.org/sites/default/files/from_conflict_to_coping_-_final.pdf

Nations Unies (2018) *Fonds pour la consolidation de la paix, Rapport du Secrétaire général*.
<http://undocs.org/fr/A/72/740>

OECD (2018) *États de fragilité 2018*.
<http://www.oecd.org/fr/developpement/etats-de-fragilite-2018-9789264308916-fr.htm>

OECD (2018) *Financing for stability: Guidance for Practitioners*.
<https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/5f3c7f33-en.pdf?expires=1543241085&id=id&accname=guest&checksum=C1D68D7F60F5BE95DDD36C576DEC45B7>

OECD, SIDA (2016) *Resilience systems analysis: Learning and recommendations report*.
http://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/docs/SwedenLearning_Recommendationsreport.pdf

OECD (2014) *Guidelines for resilience systems analysis*.
<http://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/Resilience%20Systems%20Analysis%20FINAL.pdf>

- OECD, DAC (2017) *Analyse des systèmes de résilience face aux risques transfrontaliers dans les pays du Sahel*.
<http://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/docs/RSA%20Dakar.pdf>
- PeaceWomen (2016) *Women, Peace and Security Financing Workshop*.
<https://www.peacewomen.org/sites/default/files/WorkshopReport.pdf>
- Saferworld, Conciliation Resources (2012) *From conflict analysis to peacebuilding impact*.
https://www.c-r.org/sites/c-r.org/files/PPP_conflict_analysis_peacebuilding_impact.pdf
- Schirch, L., Mancini-Griffoli, D. (2015) *Local Ownership in Security: Case Studies of Peacebuilding Approaches*, GPPAC, Kroc Institute, Alliance for Peacebuilding.
<https://www.humansecuritycoordination.org/documents/130617663/0/Local+Ownership+in+Security+Report.+15+March+2016.pdf/ca8698de-3525-4545-897c-80d81e7522fa>
- SIDA (2006) *Manual for Conflict Analysis*.
<https://www.sida.se/contentassets/ebb5fd5f69d44fe7bf32f2238249483f/14378.pdf>
- Stabilisation Unit (2014) *Analysis for Conflict and Stabilisation Interventions*, What Works Series.
<http://www.sclr.stabilisationunit.gov.uk/publications/what-works-series>
- UN (2016) *United Nations Conflict Analysis Practice Note*.
<https://undg.org/wp-content/uploads/2016/10/Conflict-Analysis-Practice-Note-13-May-2016-Version.pdf>
- UN, *Global Acceleration Instrument (GAI) for Women, Peace & Security and Humanitarian Action*.
[https://www.peacewomen.org/sites/default/files/GAI%20Operations%20Manual%20final%20lay%20out%20\(1\).pdf](https://www.peacewomen.org/sites/default/files/GAI%20Operations%20Manual%20final%20lay%20out%20(1).pdf)
- UNDP (2016) *Project Document*.
<https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/SOM/Community%20Stabilization%20Project%20Document.pdf>
- UNDP (2015) *Joint Rule of Law Programme*.
<https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/SOM/ROL%20UN%20MPTF%20-%20Q2%202017%20%20Final.pdf>
- UNDP (2003) *Conflict-related Development Analysis (CDA)*.
http://www.undp.org/content/dam/undp/documents/cpr/documents/prevention/CDA_complete.pdf
- UN-Habitat (2017) *Reinteg*, Joint Programme Document.
https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/SOM/Innovative%20durable%20solutions%20for%20IDPs%20and%20returnees%20in%20Mogadishu_Prodoc.pdf
- USAID (2012) *Conflict Assessment Framework 2.0*.
https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/pnady739.pdf
- World Bank (2018) *Global Crisis Risk Platform*.
<http://documents.worldbank.org/curated/en/762621532535411008/pdf/128852-BR-SecM2018-0217-PUBLIC-new.pdf>
- World Bank, UN (2016) *Pathways for Peace*.
<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337>
- World Bank (2005) *Conflict analysis Framework (CAF)*.
<http://siteresources.worldbank.org/INTCPR/214574-1112883508044/20657757/CAFApril2005.pdf>



URGENCE . REHABILITATION . DÉVELOPPEMENT

La Fontaine des Marins
26170 Plaisians – France
Tel : +33 (0)4 75 28 29 35

SUIVEZ-NOUS SUR



urd@urd.org

www.urd.org